

François Kalfon : "Emmanuel Macron a une vision gagnant-perdant de l'économie, qui est une vision oligarchique, celle d'une nouvelle bourgeoisie post-industrielle"



Après une année 2017 désastreuse, le second tour des législatives sonne presque comme une bonne note pour le Parti socialiste, qui compte essayer de se relancer en apprenant des erreurs récentes qui l'on conduit au marasme. Le but étant d'apparaître rapidement comme l'opposition de gauche la plus crédible pour contrer Emmanuel Macron.

Avec François  
Kalfon

**Atlantico : Vous avez déclaré vouloir recomposer une gauche d'opposition : à quoi s'opposerait votre famille politique, qui semble avoir été largement sensible aux appels à l'unité de la République en Marche, au point de former une partie non négligeable du bataillon de ses députés ?**

**François Kalfon :** Emmanuel Macron propose une feuille de route qui est à la fois autoritaire et libérale. Autoritaire en ce sens qu'alors qu'une VI<sup>e</sup> République est indispensable, alors que nous pensons qu'il faut réintroduire les citoyens dans la boucle démocratique, il propose une approche verticale et bonapartiste. Cela se traduit notamment par sa volonté de légaliser l'état d'urgence. Bien sûr qu'il faut lutter contre le terrorisme, mais comme il s'agit d'une situation malheureusement durable, nous devons aussi permettre de protéger les libertés publiques. Sur sa dimension libérale, Emmanuel Macron veut faire passer pour de la modernité ce qui n'est en réalité qu'un retour vers le passé. Les solutions Blair ou Thatcher qui ont depuis longtemps montré leurs limites sont celles que Monsieur Macron veut mettre en œuvre. Il ne s'agit pas simplement d'un changement technique, il s'agit d'un changement de société. Passer d'une société où le CDI est la norme à une société où le CDD le devient, c'est passer d'une société inclusive à une société de précarité.

**"La gauche ne peut pas être dirigée dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris" avez-vous aussi déclaré récemment : quelle place doit prendre la gauche telle que vous l'imaginez ? Comment se situe-t-elle entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron ?**

Dans l'ADN de la gauche, il y a la lutte contre les inégalités. Quand j'ai parlé dans une formule de revendre la rue de Solferino, parce que la gauche ne peut pas être dirigée depuis le VII<sup>e</sup> arrondissement, c'est parce que les fractures dans notre pays sont d'abord territoriales. Aujourd'hui, les perdants de la mondialisation représentent 98% du territoire national. En dehors de 15 aires urbaines dans lesquelles se concentrent la majeure partie de la création de richesse, il y a une France périphérique, celle qui décroche. C'est précisément avec celle-là qu'il faut renouer. En ce qui concerne les métropoles, alors que la fondation Terra Nova avait théorisé le fait que la gauche pouvait être à la fois libérale sur les questions économiques et en avance sur les questions sociétales, il apparaît maintenant qu'il s'agit d'une limite pour nous. Parce que cet électorat, dans un premier temps capté par le Parti Socialiste a désormais filé chez Emmanuel Macron. Au sein de ses métropoles on s'aperçoit en plus que le revenu par tête n'a fait que diminuer. Désormais

d'un côté il y a les partisans d'Emmanuel Macron dans ces métropoles, et de l'autre il y a toute la petite bourgeoisie intellectuelle déclassée qui préfère voter Jean-Luc Mélenchon. Il nous faut donc inventer un logiciel qui soit authentiquement de gauche sur les valeurs, c'est-à-dire qui lutte en priorité contre les inégalités sociales et territoriales, et en même temps qui ait vocation à diriger le pays et pas seulement à s'opposer lors de mouvements sociaux.

## **Quelles sont les thèmes que vous porterez et qu'ils ne défendent pas ?**

Il me semble que l'on ne peut pas renvoyer dos à dos ceux qui d'un côté veulent casser le code du Travail et de l'autre qui en aurait une vision sanctuarisée. La gauche doit travailler – elle ne l'a pas assez fait – en prévoyant l'inclusion par exemple des salariés qui ne sont pas en CDI, et ils sont nombreux, que cela soit les CDD, les intérimaires et tous les nouveaux travailleurs indépendants, les nouveaux travailleurs "à façon", comme on le disait il y a quelques temps, du travail ubérisé. À nous d'apporter des solutions à tous ces gens qui pensent à raison que nous n'avons pas de vraie réponse à leur apporter.

En ce qui concerne l'économie, nous pensons que la création de valeur, la nouvelle économie, peut trouver un modèle qui ne soit pas exclusivement fondé sur la concentration de richesse par quelques-uns, et qui soit un modèle collaboratif. La nouvelle économie offre de ce point de vue aussi des opportunités. Je pense aux financements participatifs, je pense au coworking, je pense aussi à la façon dont le télétravail pourrait faciliter l'aménagement du territoire en ce qui concerne les banlieues défavorisées et même les territoires ruraux. Je pourrai citer en exemple la start-up Sablon ou l'école 42 qui proposent à ceux qui ont rompu leur parcours scolaire que le numérique soit une opportunité et non une menace.

Voici deux thèmes forts parmi d'autres sur lesquels nous comptons nous distinguer.

## **Pourquoi ne pas tendre la main à Jean-Luc Mélenchon, qui, par son score à la Présidentielle, est aujourd'hui le plus à même d'incarner une opposition à gauche ? Rétrospectivement, ne regrettez-vous pas une alliance Hamon - Mélenchon qui aurait pu mener la gauche au pouvoir ? Quelles leçons en tirer ?**

En ce qui concerne la radicalité et les nouveaux thèmes, Jean-Luc Mélenchon et Benoit Hamon ont apporté du sang neuf dans cette campagne ; qu'il s'agisse de Jean-Luc Mélenchon, tant sur la forme de sa campagne que sur sa manière de faire de la politique ou qu'il s'agisse d'Hamon, avec les nouvelles idées qu'il a porté. Mais pour l'un comme pour l'autre se pose une question essentielle, voulaient-ils vraiment exercer le pouvoir ? Avaient-ils un programme au-delà de ceux qu'ils ont convaincu ? Il faut donc tenir les deux bouts de la chaîne, à la fois une logique de rénovation et de disruption, et de l'autre une logique majoritaire. C'est l'enjeu qui est le nôtre et c'est pourquoi je pense que nous avons besoin d'un Parti Socialiste. Qui d'autre que le Parti Socialiste à gauche peut tenir les deux bouts de la chaîne ? y compris celle de la gestion des territoires ? Car nous sommes un parti des territoires. Et nous pouvons aussi - dans le même temps - entendre et porter l'indignation, car il n'y a pas de parti de gauche sans une forme d'indignation contre l'ordre établi.

## **A l'échelle de votre parti, vos sympathisants avaient plébiscité Benoit Hamon en janvier 2017, avant de voir sa campagne échouer spectaculairement. Que comptez-vous retirer de cette campagne, autant sur le plan des idées que de la stratégie ? Voyez-vous cette situation comme une opportunité ?**

Plus généralement, ce que je retire de cette campagne sur les modes d'action, c'est que pour le coup Emmanuel Macron mais aussi Jean-Luc Mélenchon et dans une moindre mesure Benoit Hamon ont montré qu'on pouvait gagner une élection présidentielle et peser dans le champ politique en mode start-up, par rapport à des anciens modèles politiques. De la même façon qu'il y a une ancienne économie et une nouvelle économie, il y a une ancienne politique et une nouvelle politique. Cela veut dire que finalement, le monde ancien, s'il ne veut pas mourir, doit s'adapter énormément. S'adapter sur ses modes de gouvernance politique : on ne peut plus diriger un parti politique comme on le faisait il y a encore cinq ans. Et s'adapter sur le plan du logiciel politique, et c'est pour cela que j'ai précisé auprès de vous différents thèmes sur lesquelles de nouvelles approches sont possibles tout en restant fidèles sur le plan des valeurs, fidèle à sa clarté, fidèle à son ancrage.

## **Pensez-vous le mouvement que vous lancer comme une start-up ?**

Je le vois absolument comme une start-up parce que la question qui va être le moteur de notre modèle politique c'est bien l'ingénierie des idées par des gens qui n'ont pas forcément la reconnaissance institutionnelle a priori pour les produire. Ce sont des découvreurs, des inventeurs, et nous avons déjà expérimenté ce modèle lors de la campagne d'Arnaud Montebourg puisqu'on avait mis en place une plateforme collaborative en ligne, Le Projet France, qui avait connu l'afflux de plus de 100.000 contributeurs et plus de 2.5 millions de vote sur différentes propositions. On va donc avancer avec ces mêmes outils mais plus dans les circonstances d'une campagne : cela se fera sur le long terme. L'idée est de pouvoir faire contribuer celui qui habite dans un petit village, dans une ville moyenne, celui qui est junior ou sénior au même niveau et sans les barrières de la représentation institutionnelle grâce à l'opportunité du numérique.

## **Quels sont les thèmes sur lesquels vous souhaitez créer une opposition à Emmanuel Macron ? Comment vous définissez vous sur l'échelle des "deux gauches irréconciliables" ?**

Nous posons un diagnostic différent de celui d'Emmanuel Macron sur la question de la démocratie. Lui croit qu'on répond à cette crise par de l'autorité, de la verticalité, du bonapartisme. Certains de vos confrères complaisant appelle cela une présidence jupitérienne et nous pensons que cette stratégie est une erreur majeure. On en voit d'ailleurs toutes les limites avec les affaires Bayrou, Sarnez ou Goulard. Considérer que l'on règle à la fois les problèmes du pouvoir et de la société depuis l'Aventin de la rue du Faubourg Saint-Honoré. Au contraire, il faut mettre dans la boucle les habitants, les contre-pouvoirs, les lanceurs d'alerte plutôt que vouloir les utiliser. Il y a une erreur de diagnostic fondamentale ici : nous voulons une démocratie totale, et il veut rétablir l'autorité comme réponse à la crise de la démocratie. C'est un point essentiel de désaccord.

Le deuxième point de désaccord que nous avons est la vision qu'il défend de l'économie, qui est une vision gagnant-perdant, qui est une vision oligarchique, celle d'une nouvelle bourgeoisie post-industrielle, celle de la communication, du conseil, du lobbying, qui viendrait chapeauter un pays qui serait comme cela arasé. Nous pensons au contraire qu'il y a dans le numérique et dans les

---

opportunités "bottom-up" (qui viennent d'en bas) quelque chose qui peut venir irriguer notre croissance, le bien commun, quand lui fait précisément le contraire. Il s'appuie sur des forces sociales, sur des grandes entreprises, sur ceux qui ont le monopole de l'économie légitime. Nous pensons au contraire qu'on ne peut plus gérer comme cela notre société, qu'il n'y a plus de culture du secret, que le secret des affaires est dépassé, que la confiscation par une caste de l'exercice de l'administration est totalement derrière nous. Derrière une modernité apparente, il y a chez Monsieur Macron une vision verticale, oligarchique et passéiste de l'histoire.

### **Comment analyser vous la situation gouvernementale actuelle ?**

Hegel disait que l'histoire avance comme une spirale, et qu'il y a donc parfois des moments de régression, ce qu'il appelle une "ruse de la raison". La spirale forme des boucles, et à un moment donné, ces boucles vont en arrière. Nous sommes dans ce moment de régression. Regardez-le aujourd'hui : les Français qui sont un peuple intelligent et lucide ont déjà corrigé à l'occasion du second tour des législatives cette espèce de vague ininterrompue du macronisme. Et vous verrez que le mouvement citoyen va finalement continuer cette œuvre. Il n'y a plus la possibilité aujourd'hui d'arranger entre amis telle ou telle situation sans que cela ne se voit ou ne suscite une réaction des corps intermédiaires. Regardez ce qui est arrivé avec M. Bayrou, qui était à la fois garde des Sceaux et objet d'une enquête judiciaire, à la fois ministre du gouvernement d'Edouard Philippe et exerçant des pressions directes sur la presse et malgré une certaine bienveillance d'un certain nombre de patrons de presse : cela n'a pas été possible et accepté, et cela a conduit M. Bayrou à démissionner. Il est le premier d'une longue série d'exemples puisqu'au fond Macron représente le mur des puissants, bien-sûr repeint et ripoliné sous les atours de la modernité. Mais les faits sont têtus, et on va s'apercevoir rapidement que derrière ce vecteur de "dégagisme" qu'il a prétendu représenter, il a représenté un dégagisme acceptable pour une certaine bourgeoisie qui voulait finalement rejeter la classe politique ancienne, mais parfois - et c'est la le paradoxe - en faisant apparaître une forme politique plus ancienne encore. Je pense au Modem de M. Bayrou qui n'est autre qu'une vision népotique et familiale du pouvoir avec l'utilisation des moyens publics pour construire un parti politique.